

Entretien avec Daniel Roche au Collège de France

Revue Circé, 10 janvier 2018

Revue Circé : Les sources notariales occupent une place majeure dans un grand nombre de vos travaux. Qu'apportent ces sources spécifiques à la compréhension des sociétés modernes ?

Daniel Roche (DR) : Je commencerai par dire « qu'apportaient ». Parce que cette approche par les sources notariales, qui n'a pas été la seule que j'ai pu faire, a été proposée aux historiens dans un ensemble. Il s'agissait des orientations à la fois d'Ernest Labrousse et de Fernand Braudel, sur une manière de réécrire l'histoire d'une façon plus globale et partir de sources nouvelles. Parmi elle, il y'avait les sources notariales notamment parce qu'elles sont des sources abondantes. Dans toutes les sociétés européennes, et depuis longtemps, elles ont constitués les sources officielles des familles puisque c'est chez les notaires que se règlent toutes les questions de transmissions, d'acquisitions, de propriétés. Il y'a là un gigantesque réservoir de données pour comprendre de multiples aspect du fonctionnement des sociétés et des familles et plus encore des individus ; on pouvait par exemple y retrouver des parcours individuels. Ma participation à ce renouvellement a été très modeste. Ernest Labrousse, qui dirigeait mon mémoire de maîtrise, m'a fait travailler sur les notaires parisiens. Je n'avais jamais entendu parler des notaires parisiens, mais il y'avait déjà autour de lui un petit groupe qui travaillait sur ces questions. J'ai découvert à ce moment-là un endroit merveilleux, qui existe encore et que l'on peut simplement visiter : le minutier des notaires de Paris. C'est d'ailleurs une action générale de la société qui a permis que cette richesse, ce trésor d'archives ait été déposé là. Et quand on nous parle aujourd'hui de cette catastrophe que pourrait être le tri administratif des archives, on se demande comment l'on peut passer d'un régime aussi ouvert, aussi curieux, aussi soucieux de conserver une richesse à [une société dans laquelle l'archive est] quelque chose que l'on va trier ; au nom de quel critère ? Une loi avait obligé les notaires français à déposer leurs archives et ainsi à conserver ce gigantesque trésor. Je crois pouvoir dire que j'y ai passé une des plus belles années de ma vie : il n'y avait personne dans les archives, j'y allais quand je le voulais, les gens étaient gentils, ils m'aidaient à lire ma documentation ; c'était un peu un autre monde.

Vous voyez donc ce que ça peut apporter, collectivement ou individuellement, et sur la manière dont les sociétés anciennes et encore les nôtres fonctionnent. Et cette ressource est loin d'être épuisée.

Revue Circé : Vous avez travaillé notamment sur la question de la culture matérielle et avez contribué à importer en France des questionnements qui étaient alors principalement abordées par l'historiographie anglo-saxonne. Dans ces travaux, notamment sur le vêtement, vous

évoquez les conflits politiques et religieux comme facteur de transformations des pratiques. Quels sont ses conflits et dans quelle mesure pèsent-ils sur les transformations culturelles ?

DR : D'abord une précision : cet intérêt pour la culture matérielle était assez général. Tout cela faisait quand même partie de l'héritage braudélien n'était pas réservé qu'à nos collègues anglais ou américains. La situation était différente de celle d'aujourd'hui : il y'avait à la fois plus de communication – on savait par les écrits ce qui se faisait ailleurs- et moins d'échanges, dans la mesure où on ne connaissait pas les gens. Nous n'allions pas enseigner un temps aux Etats-Unis ou en Angleterre, ce n'était pas bien mais c'était comme ça. Sur ce terrain de l'échange, il y'a eu d'abord une espèce d'accord sur les questions à poser à ce type d'archives concernant le fonctionnement des principaux aspects de la culture matérielle. Ce terme de « culture matérielle » reste quand même assez vague. On touche là à tous les aspects de la vie : il peut aussi bien englober toute une partie de l'histoire démographique, qui était à ce moment-là en pleine construction, qu'une partie de l'histoire économique dans la mesure où on ne peut parler de matérialisation des objets sans faire une histoire de l'économie et de la fabrication. Ensuite, pourquoi le vêtement ? C'est un phénomène parisien qui a été déterminant dans ce choix-là : l'étude statistique et comparée de plusieurs catégories d'inventaires des classes populaires de Paris entre la fin du XVIIe siècle et la Révolution montre la place absolument extraordinaire que tenait le vêtement dans les possessions. La possession de vêtements en particulier féminin était tout à fait surprenante et personne n'avait jamais regardé ça de près. J'ai donc tiré de cet ensemble un certain nombre de questions dans l'objectif de comparer les données toutes les classes sociales. Ensuite à une époque où les masters fonctionnaient d'une autre manière, il y avait une sorte d'intérêt collectif, en particulier de pas mal de filles, pour comprendre ce que c'était que l'histoire de la mode et du vêtement.

Bien sûr il y a un obstacle : la principale question à lier à la vôtre est « que se passe-t-il pendant la Révolution française ? ». Vous savez tous que les chronologies universitaires s'arrêtent au premier juillet 1789, au premier janvier 1790 si vous êtes optimistes ; je n'avais pas le droit d'aller plus loin. De toute manière, mon analyse de l'histoire politique et religieuse du vêtement concerne plutôt les aspects normatifs. Dans le cadre de la culture matérielle, on trouve aux XVIIe et XVIIIe siècles beaucoup moins de conflits que dans les époques antérieures où les manifestations de défense de la hiérarchie vestimentaires étaient assez fortes. Elles étaient liées d'une part à l'encadrement religieux qui imposait une certaine attitude de rigueur dans la façon de porter les vêtements ; on ne porte pas n'importe quel vêtement, à n'importe quel moment et de n'importe quelle façon. Je n'ai jamais étudié ça dans la mesure où ça ne faisait pas partie des périodes chronologiques que j'étudiais. Pensez par exemple aux guerres de religions : les protestants ont toujours été accusés d'un rigorisme calviniste sur le vêtement qui les caractérisait beaucoup, en particulier les classes supérieures, par rapport aux pratiques des catholiques influencés par l'Italie et par des modes de coquetterie et de luxe excessifs pour les dames. Mon travail là-dessus ne porte finalement que sur les marges : quels étaient les cadres qui pouvaient servir à comprendre telle ou telle attitude ou possession et comment ces codes circulaient, plutôt qu'une étude systématique des conflits auxquels je n'avais qu'assez peu accès. Un élément est enfin important à rappeler. J'ai toujours entendu qu'en ce qui concernait la consommation notamment de produits de luxe et plus particulièrement vestimentaires régnaient les lois somptuaires. Si ces lois ont bien existé, personne n'a jamais trouvé de traces de leur application en justice, sauf justement dans des cas de conflits religieux où les prédicateurs dénonçaient en chaire tel ou tel comportement. Il existe extrêmement peu de procès qui

témoignent d'infractions aux lois somptuaires. De fait les historiens de l'économie ou de la société avaient plutôt tendance il y a vingt ans -je n'ai rien lu depuis sur ces sujets- à considérer qu'il s'agissait là de cadres de fonctionnement de la société. La cour en particulier avait besoin de définir les consommations qu'elle autorisait et celles qui lui étaient réservées, et ces lois somptuaires sont finalement moins économiques que sociales. Elles définissent un type de consommation réservée et un milieu agrégé par le roi qui fait partie de la construction de la société classique et de la monarchie absolue. Les lois somptuaires prises à la fin du XVIIe siècle en revanche, ont réellement été des lois économiques et monétaires qui visaient à interdire la circulation de l'or et de l'argent dans une perspective de contrôle global de la circulation monétaire.

Revue Circé : Dans le premier tome de votre trilogie sur la culture équestre de l'Occident, intitulé *Le cheval moteur*, vous notez le manque d'intérêt de la discipline historique pour l'histoire de l'énergie. Selon vous, quelles pistes de recherche pourraient-êtré poursuivies sur la question ?

DR : Ce n'est pas tant l'histoire de l'énergie que j'interroge ; il y a quand même eu beaucoup de travaux de la part des historiens qui m'ont précédé sur le passage au charbon, sur la machine à vapeur et l'électricité. Il existe des travaux sur ces changements fondamentaux de la seconde moitié du XIXe siècle. Mais ce que j'aurai voulu faire comprendre c'est qu'on ne s'est pas interrogé sur la place des énergies différentes dans les sociétés traditionnelles. Parce qu'à côté du cheval qui est une des énergies animales qu'on peut réétudier (il y a certainement encore beaucoup de choses à dire au-delà de ce que j'ai essayé de faire), il y a des formes d'énergies dont on connaît l'existence et dont on rappelle l'efficacité qui n'ont peut-être pas été étudiées en tant que telles.

La première et la principale énergie est l'Homme. Quelle est l'énergie qui est la plus présente à n'importe quel moment du fonctionnement de la société rurale ou des sociétés urbaine de l'époque classique ? C'est l'énergie des hommes. Allez dans une ville à ce moment-là, regardez un tableau ou une estampe du Pont Neuf à la fin du XVIIe siècle : il y a plus de gens portant de gigantesques hottes d'objets ou tirant des charrettes que de voitures à chevaux. En voulant comprendre le changement on a en partie oublié des choses qui étaient sous les yeux des gens. Et cette énergie humaine a perduré après l'apparition du moteur à essence et du moteur électrique et perdurera : au début du XXe siècle dans toute une partie de nos campagnes, une source d'énergie fondamentale reste le travail humain.

Peut-être y a-t-il également un chantier à reprendre du côté du travail animal, car à côté du cheval il y a les bœufs, dans les autres civilisations il y a d'autres bêtes qui sont toutes aussi importantes. C'est toute une manière de regarder les choses qu'il faudrait reprendre. Je vais vous donner une anecdote : à Venise, pour quelqu'un qui a des bagages avec des livres, regagner la *stazione* avec le *vaporetto* est extrêmement difficile. Il y avait alors dans les années 1950- 1960 une corporation de porteurs de bagages. Vous pouviez téléphoner et on vous envoyait quelqu'un qui prenait vos valises de livres et qui vous conduisait à la *stazione*. Parmi ces porteurs, certains étaient membres du parti communiste et c'était toujours une joie extraordinaire de les entendre dénoncer la politique italienne du moment. Vous voyez que l'énergie humaine créait une autre sociabilité. C'est ce que je voulais dire en même temps que je voulais défendre l'énergie équestre.

Ceci étant des gens ont travaillé sur l'énergie ; François Vatin par exemple a écrit sur les transformations des sources énergétiques. Mais dans l'histoire sociale globalement, nous ne sommes pas entrés complètement dans cette répartition des choses.

Revue Circé : Dans vos différents travaux, la question du mouvement et des mobilités revient régulièrement dans une société souvent perçue comme figée ; mobilité sociale, mobilité physique, symboles et représentations en mouvement. En quoi cette dualité entre mouvement et mobilité vous semble être une approche pertinente pour appréhender la société d'Ancien Régime ?

DR : Ça n'a pas été si évident que ça. Parce que les études sur ce qu'on appelle l' « ancien régime » font appel à une notion qui n'est pas si évidente que ça malgré tout, puisque c'est une notion fabriquée à partir du moment où il y a un nouveau régime et qu'il faut définir ce qui est bon. Vous voyez toute l'artificialité qu'il peut y avoir.

Dans cette longue période caractéristique des sociétés occidentales s'est quand même imposée l'idée d'une longue continuité de stabilité. Le temps long de Braudel était beaucoup plus « prégnant », suscitant plus de questionnements -puisque cela constituait le fondement même des transmissions de l'organisation sociale ...etc.- que le temps court ou l'on essayait de remettre à sa juste disposition et qui était plutôt une période d'agitations. Il y a eu là aussi un mouvement international à partir des études démographiques et plus particulièrement de l'interrogation posée par l'urbanisation des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles pour comprendre ce qu'était la réalité des migrations. On a alors beaucoup insisté sur les échanges campagne-ville à partir des mouvements de populations. Mais cela restait des mouvements exceptionnels, avec une sorte de continuité dans l'exceptionnalité, les migrants des montagnes limousines venant construire Paris tous les ans, repartant et regagnant leur ferme à la bonne saison. Idem pour des professions comme les colporteurs qui sont des catégories particulièrement actives de régions pas particulièrement très riches mais qui savaient comment faire pour aller dans les régions plus riches participer au développement du commerce et de l'économie. On savait donc que ces mouvements existaient. Le changement c'est qu'un certain nombre d'historiens dont l'américain Collins -qui a écrit sur ce sujet des choses importantes et qui n'est peut-être pas passé dans le patrimoine scolaire comme il le devrait- ont montré qu'il y avait un très grand renouvellement des populations locales. En comparant sur plusieurs générations des rôles de taille, il ne retrouvait pas toujours les mêmes gens et pas toujours les mêmes familles. Il y a donc une mobilité de l'ancienne société qui est aussi fondamentale que sa stabilité.

Mesurer cette mobilité pouvait alors devenir un moyen de mieux comprendre le fonctionnement des transformations de la société ancienne. Je n'ai pas fait une histoire des voyages mais une histoire de la mobilité : quels sont dans les sociétés traditionnelles les impératifs qui vous poussent à bouger ? Évidemment ils se situent à des niveaux d'action différents selon les niveaux occupés dans la société. Dans les villages par exemple les différents niveaux de déplacements sont limités, l'ouverture des villages a quand même été une chose assez tardive dans le développement social. Il s'est accéléré par les nouveaux moyens de transports, mais ces nouveaux moyens comme dit dans la question précédente, n'ont pas supplanté les anciens moyens avant longtemps. Avant le XXe siècle, les anciennes mobilités fonctionnent

complètement dans des provinces françaises allemandes ou italiennes. Il ne faut pas voir un facteur important de ce qui se passe dans une société comme le seul facteur déterminant.

Revue Circé : Nous avons noté dans votre trilogie évoquée plus haut le déplacement des bornes chronologiques de vos recherches vers le XIXe siècle. Est-ce une question de rigueur scientifique imposée par le sujet ou peut-on y voir une volonté de casser les conventions chronologiques traditionnelles ?

DR : Les deux. N'étant plus contraint par aucun respect des frontières réglementaires de la science historique, je pouvais enfin me permettre de parler du XIXe siècle. Et quoi de plus naturel que de casser ces frontières ? Malheureusement, il est évident que l'on a besoin d'une spécialisation ; mais celle-ci doit rester ouverte. Pour le cheval, il était impossible de comprendre le sujet si l'on ne dépassait pas les bornes traditionnelles des études historiques et si l'on ne regardait pas ce qu'il s'était passé au XIXe siècle. J'aurais bien aimé, si j'avais pu, étudier le cheval jusqu'au XXe siècle car c'est là où, pour la première fois, le rapport à l'animal connaît une transformation qu'il n'avait jamais connue : alors qu'il y avait toujours une expansion de cette relation, celle-ci s'arrête au XXe siècle.

J'ai été jusqu'au XIXe siècle avec des arguments scientifiques. C'est ce siècle qui a donné définitivement leurs formes aux chevaux tels qu'ils existent aujourd'hui. Scientifiquement c'est l'âge du triomphe de la zootechnie et des vétérinaires. Les chevaux que vous connaissez n'existaient pas au XVIe siècle ou ne se présentaient pas de la même façon. Ces chevaux visibles sur les images, les peintures, sont des chevaux artificiels, fabriqués, qui retiennent des différentes espèces les traits qui construisent une signification symbolique de l'animal dans le rapport au pouvoir ou à la puissance sociale. Ces bêtes vont par exemple avoir des crinières extraordinaires. J'admire les historiens qui parlent de Louis XIV monté sur un superbe cheval andalou, descendant la cour de Versailles alors que c'est impossible à dire.

Le choix du XIXe siècle est donc bien une question de rigueur scientifique parce que les phénomènes importants étaient mal compris. On disait alors que le chemin de fer ferait reculer la force motrice des chevaux et des bovins alors que c'est l'inverse qui s'est passé. Le chemin de fer a en réalité été un excitant extraordinaire des circulations et de toutes les mobilités, ne serait-ce parce qu'il fallait un lien entre les capitales desservies par des voies ferrées nationales et provinciales, les campagnes et les régions, les chevaux les bovins ont conservé un rôle important jusqu'au XXe siècle où le moteur mécanique a pu commencer à les concurrencer efficacement. Mais cela a été long et certains pays comme la Russie ne sont pas entrés totalement dans cette mécanisation avant un certain temps.

Revue Circé : Lorsque l'on lit vos différents travaux, et plus particulièrement votre histoire de la culture équestre, on note une certaine imbrication entre les facteurs économiques, sociaux et culturels – qui sont toujours, comme vous le dites, intrinsèquement liés – pour décrypter la complexité de la société moderne. On peut justement penser à cette histoire de la culture équestre, où vous mettez en lien toutes ces sphères. Cette approche s'inscrit-elle dans l'ambition plus large d'écrire une histoire totale de la société d'Ancien Régime ?

DR : Au départ, ce serait vraiment me prêter trop de prescience et de clarté intellectuelle de dire que je voulais faire de l'histoire globale, totale. Même si, d'ailleurs, je ne sais pas toujours très bien ce que c'est que « totale » et « globale », parce qu'il y a des jeux là-dessus qui peuvent être des jeux sur les différents aspects de la société, mais aussi – et cela est plus nouveau peut-être – des jeux comparatifs : on ne peut plus faire une histoire sans dire qu'elle est transnationale, internationale. « Globale » veut plutôt dire que j'aurais dû faire une histoire du cheval dans le monde plutôt qu'une histoire du cheval européen. Au départ, la question qui était posée par les gens dont je suivais les enseignements, comme Pierre Goubert ou Labrousse, c'était de faire une histoire des sociétés. Et cette histoire des sociétés n'était pas une histoire réductrice à l'économie ! Quand on dit que Labrousse faisait de l'histoire économique, c'est que l'on n'a pas lu ses cours. On a peut-être lu sa thèse, sur les moments des prix, etc., mais on n'a pas lu les cours, qui sont accessibles parce qu'à l'époque ils étaient ronéotés, photocopiés et diffusés de manière assez facile. Et la grande préoccupation de Labrousse était de faire l'histoire des sociétés anciennes, mais également contemporaines, puisqu'il faisait par exemple des cours sur les révolutions dont la teneur politico-sociologique visait à expliquer ce qu'était un mouvement révolutionnaire, à travers les différents types de révolution du XIXe siècle.

Vous voyez, le bagage que j'ai reçu était un bagage global qui ne se prétendait pas global autrement que par une nécessité scientifique d'essayer de joindre, de mieux comprendre les différents facteurs d'action des hommes. Je repense à mon premier travail sur les actes notariés du Marais au XVIIIe siècle : cela a été l'un des premiers où l'on ait vraiment utilisé en série les actes notariés, et je n'avais pas du tout idée que cela pouvait bouleverser la compréhension des grands mouvements internationaux ou autre ! Progressivement, c'est alors devenu une figure d'opposition à une historiographie qui se voulait défensive de l'approche événementielle et purement politique. Là où Labrousse et les autres organisaient le politique vers une grande ouverture de la société, certains, à partir des institutions, des changements politiques, des révolutions de palais, ou de ce que vous voulez, continuaient à faire une histoire qui était l'histoire des grands, l'histoire des moments politiques au sommet. Et c'était une opposition à la fois scientifique et, il ne faut pas hésiter à le dire, politique : Roland Mousnier, dont les œuvres ne sont absolument pas négligeables – il faut les connaître et les lire quand on a besoin de savoir comment fonctionnait le système institutionnel ou le système des impôts sous l'ancien régime –, était totalement réactionnaire de mon point de vue ! On peut être un historien objectif, respecter les règles nécessaires de la critique des sources, de la lecture critique des autres travaux, et en même temps avoir ses opinions, et ces opinions se nourrissent même de ces débats.

La dernière fois que j'ai vu Roland Mousnier, dans la rue de la Sorbonne, il m'a dit : « bonjour Monsieur Roche, comment allez-vous ? », alors j'ai dit : « bien, Monsieur le professeur » (il était quand même nettement plus âgé que moi encore), et il m'a demandé : « êtes-vous toujours durkheimien ? » « Mais plus que jamais, monsieur ! ».

Revue Circé : Vos travaux témoignent de l'importance que vous donnez à l'histoire sociale et économique ; vous avez été – vous l'avez rappelé tout à l'heure- un élève de Labrousse. Comment pourriez-vous expliquer le certain recul de cette histoire sociale et économique ? Existe-t-il encore, selon vous, un espace scientifique pour cette histoire dans l'historiographie contemporaine ?

DR : C'est compliqué de répondre à cette question, en particulier de cette position physique. Être professeur au Collège de France est un grand honneur et une extraordinaire ouverture que l'on m'a donnée pour continuer à faire des travaux comme ceux sur le cheval, que je n'aurais jamais pu faire en ayant les charges universitaires qui sont celles des autres professeurs. La liberté est un élément important dans la recherche. Je suis moins au courant aujourd'hui de ce qu'il se passe à l'université, ce qui rend difficile de répondre à cette question mais il me semble qu'il y a certaines configurations intellectuelles à l'œuvre.

La première est que, vraisemblablement, le recrutement en histoire s'est ouvert et n'a plus la même cohérence qu'il pouvait avoir encore il y a trente ans. Les exigences que l'on peut demander à un milieu qui n'a pas reçu la même formation de départ sont différentes alors qu'il y avait autrefois une cohérence intellectuelle débouchant sur une conception du métier d'historien dans le cadre de la fonction publique et pas autrement. Il me semble que cela a considérablement changé. Du côté des jeunes collègues, il faut désormais qu'ils produisent beaucoup, vite avec en même temps des charges pédagogiques et administratives extrêmement lourdes. L'idiotie des évaluations qui tiennent plus compte, dans une carrière, des articles publiés dans des revues à comité scientifique que des livres, est un exemple de cette bêtise administrative qui croit sélectionner les meilleurs mais ne fait en réalité que jouer avec les possibilités que les plus favorisés ont d'accéder à cette catégorie.

Un autre versant me paraît aussi à interroger. Dans la carrière de l'enseignant-chercheur, la nécessité de médiatisation est devenue absolument fondamentale et on ne peut pas répondre à cette nécessité en passant ses jours et ses soirées au Minutier central à lire des minutes de notaires. Cela entraîne un rabattement des sujets, des questionnaires, sur la notion de représentation et sur le fait de comprendre comment, dans les sociétés traditionnelles comme dans les nôtres, les échanges passent par des échanges de représentation. Cela amène à mettre en arrière-plan la réalité du fonctionnement social.

Revue Circé : Vous avez une longue carrière d'historien, et êtes aujourd'hui professeur honoraire au Collège de France. Quel regard portez-vous sur votre parcours aujourd'hui et quels conseils donneriez-vous à de jeunes chercheurs

DR : Les mêmes anxiétés, si vous voulez, ou précautions s'imposent à la question précédente : c'est que tout parcours est individualisé et comme dans cette position du Collège au XXe siècle, il y a eu à peu près dix personnes qui ont été des historiens et c'est tout. On ne peut peut-être pas en faire un exemple social totalement valable. Alors vraisemblablement, dans les mêmes conditions aujourd'hui, je n'aurai pas pu devenir ce que je suis devenu. Pourquoi ? Et bien par une erreur d'orientation familiale et – je n'ai jamais bien compris pourquoi mes parents m'avaient poussé dans cette direction-là - ; je suis un bachelier technique. Donc, j'ai fait une carrière de départ pour être ajusteur-tourneur et mon plus bel échec a été de rater le certificat d'aptitude à être ajusteur-tourneur. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? J'ai eu la chance d'être à l'époque dans une société où la mobilité était réelle. Des professeurs un peu attentifs m'ont dit – je n'étais pas tout seul, c'était assez fréquent de trouver une distorsion entre un cursus qui vous menait au brevet industriel pour aller ensuite aux Arts et Métiers ; c'était ce circuit-là. On a été deux dans mon cas – l'un qui est devenu agrégé de philosophie – accueillis, au sens propre, par le proviseur du lycée Chaptal qui a dit « mais c'est très bien, venez ! On va vous aider. ». Et bien ça, je crois

que c'est impossible. Malheureusement je connais des proviseurs et je crois qu'ils n'auraient pas le temps. Ils n'auraient même pas le temps de vous recevoir, le temps de lire votre lettre. Qu'est-ce qu'un parcours comme cela ? C'est une chance extraordinaire d'avoir rencontré des gens comme cela et d'avoir pu rattraper un retard grâce à leur aide parce que c'était de cela qu'il s'agissait. Préparer le concours d'entrée dans les écoles, il fallait avoir en quelque sorte bossé et être aidé dans ce travail pour pouvoir avoir une chance de passer. Or, il y avait une chance de passer. Si vous lisez des statistiques des normaliens, il y a de moins en moins de gens originaires des classes populaires. Moi, je n'étais pas de la classe populaire. J'étais une erreur de parcours, c'est un peu différent. Mais cela revenait au même, c'est-à-dire qu'on se retrouvait là sur des positions équivalentes par la suite. Alors, qu'est-ce qui permettait cela ? C'était le petit nombre et c'était peut-être ce qui n'est pas quelque chose de très positif. Les choses étaient très cadrées, vous saviez où vous alliez. Quand vous discutiez de votre carrière avec un professeur de Chaptal en 1953-1954, il disait « mais il n'y a pas de problème ! Vous allez entrer à l'École Normale ; après, si c'est l'histoire qui vous intéresse, vous ferez l'agrégation d'histoire. ». Mais, moi jamais je n'oserais dire cela comme ça maintenant, tellement les obstacles et désorientations ont été multipliés. La carrière de professeur était quelque chose que l'on envisageait avec envie. C'était un modèle. La pédagogie et le progrès, on y croyait. Maintenant, je ne sais pas si on peut dire la même chose. J'en doute un tout petit peu. On a besoin de faire quelque chose, de s'intégrer, de s'intéresser. L'enseignement continue à être une des possibilités parmi d'autres mais on sait très bien la concurrence des métiers intellectuels développée par internet et les médias qui s'exerce et qui n'existait pas du tout. C'est cela la grande différence je crois. Et comment faire donc ? Je crois qu'on ne peut pas revenir en arrière. C'est une chose. Mais je crois qu'on aurait le droit, si des gens de mon âge avaient la parole – ce que nous n'avons pas, n'en doutez pas – de dire, il faudrait quand même enseigner aux gens à croire en quelque chose.

Revue Circé : Dans ce cas-là, quels conseils est-ce que vous donneriez justement à des (jeunes) chercheurs qui débutent, des étudiants en master ou jeunes doctorants ?

DR : Les futurs historiens. C'est vraiment très embarrassant. Faire ce qui leur plait, lire beaucoup, essayer de comparer, d'apprendre à juger par eux-mêmes, essayer de parler avec les gens. C'est quelque chose qui frappe aussi dans votre génération : vous avez très peu de contact finalement avec les enseignants. Nous, nous n'avions pas de bureau. Nous recevions les gamins et gamines au café. Il y avait plus de capacité à un minimum de dialogue. Maintenant, il y a le nombre, le temps. Dans une université parisienne dont je ne me souviens plus exactement le nom, en histoire, ils ont reçu 8 000 lettres de candidature. À la fin, ils sont 100. Vous voyez combien cela en fait ? On est dans l'absurdité. L'absurdité est liée à une grande illusion de la générosité démocratique, c'est-à-dire qu'il fallait ouvrir à tous les études supérieures. C'est un idéal que je crois pouvoir avoir cautionné et en avoir bénéficié. Je crois qu'il est en train de se heurter à quelque chose d'absolument mécanique et tragique : pour résoudre cet idéal, il faut inventer autre chose.